

FOO 7606 7 MAI 1984

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

Jacques Chirac à « Sud-Ouest » Un non catégorique à l'élargissement du Marché commun agricole

POURSUIVANT UN TOUR DE FRANCE où les grands meetings sont désormais remplacés par des rencontres avec les acteurs économiques et sociaux, Jacques Chirac est aujourd'hui dans la région bordelaise. Le maire de Paris y parlera évidemment de l'Europe mais il ne pourra ignorer les questions politiques et économiques. Ne serait-ce que parce qu'il est persuadé que l'élection européenne va modifier les rapports de force entre majorité et opposition. Mais il reste sceptique quant à une « redistribution des cartes », à droite ou à gauche, consécutive à cette élection. Il a répondu pour « Sud-Ouest » à quelques « questions d'actualité »...

« On fait état régulièrement d'un certain « ras-le-bol » dont seraient atteints les socio-professionnels à l'égard de la politique, de droite comme de gauche, jugée décevante, inadaptée ou peu réaliste. N'est-ce pas là un phénomène inquiétant qui pourrait faire supposer que l'opposition n'apporte pas les réponses attendues ?

— Ce phénomène de ras-le-bol, si phénomène il y a, n'a pas l'ampleur que certains veulent lui donner. Cette exagération n'est pas toujours innocente. C'est une façon de faire croire que l'opposition ne vaut pas mieux que le pouvoir actuel. Alors, zéro contre zéro, pourquoi changer ?

La réalité est toute différente. J'ai pu le constater moi-même. Avant de rencontrer à Bordeaux les socio-professionnels girondins, j'ai eu rendez-vous avec ceux de Normandie, de Picardie, du Cantal, de la Côte d'Azur, du Nord-Pas-de-Calais. Chaque fois j'ai trouvé des femmes et des hommes extrêmement intéressés par le débat politique. Ce qui me frappe le plus chez les socio-professionnels, c'est le sens qu'ils ont de leurs responsabilités. L'exercice de ces responsabilités est directement, étroitement lié à la manière dont sont conduites les affaires du pays. Même s'ils le voulaient les socio-professionnels ne pourraient pas ignorer la politique. Or ils ne le veulent pas.

Cela ne signifie pas qu'ils renoncent à leur esprit critique. Au contraire, et je leur en suis personnellement très reconnaissant, ils nous ont permis de « tester » réellement la valeur et l'efficacité de nos idées sur le redressement économique du pays. Au sein même de notre mouvement, les socio-professionnels sont nombreux et ils contribuent largement tant à l'élaboration de nos projets qu'à leur adaptation à l'évolution des événements et des mentalités.

Je ne me fais pourtant pas d'illusion : comment apporter à tous « les réponses attendues » alors que les intérêts catégoriels divergent et que chacun est soucieux de préserver son auto-

nomie ? La seule façon de répondre à toutes les attentes est la concertation. Il a coûté et coûtera encore très cher au pouvoir actuel de ne pas savoir ou de ne pas vouloir la pratiquer. Il lui préfère la socialisation des décisions économiques.

Je crois en revanche que les socio-professionnels écoutent l'opposition et sont disposés à discuter avec elle parce qu'elle leur parle le langage de la liberté et de la responsabilité. Ils y trouvent l'assurance d'une société nouvelle où, sans perdre leur identité, ils seront entraînés par une dynamique de création. Mais pour qu'ils écoutent, il faut d'abord leur parler.

Rigueur momentanée

— Soit. Mais après tout, Jacques Delors est revenu à une politique de rigueur que l'opposition peut difficilement désavouer. Là encore, les Français ne risquent-ils pas d'avoir quelque difficulté à faire la différence ?

— La réponse est simple. Par le fait même qu'ils gèrent mal les affaires, qu'ils commentent par dépenser à tort et à travers, les socialistes sont rapidement et fatalement conduits à une politique de rigueur pour éviter les désastres et ils ne peuvent plus en sortir. Ils sont les prisonniers de la rigueur. Au contraire, les tenants d'une politique de liberté n'appliquent la rigueur que momentanément et pour mieux parvenir, le plus vite possible, à retrouver une politique d'expansion et les progrès du bien-être économique et so-

cial que seule peut procurer une économie libérale.

— Toujours à propos de réalisme, est-il vraiment très raisonnable de promouvoir le retour au secteur privé de tout ce qui a été nationalisé ?

— Ce qui serait déraisonnable serait de ne pas dénationaliser tout ce qui doit être dans l'intérêt des entreprises concernées d'abord, dans l'intérêt de

l'économie française ensuite. Notre objectif est de rétablir un vrai partage entre secteur public et secteur privé, en ne gardant dans le secteur public que les entreprises qui constituent un monopole et un service public au sens strict du mot.

— Pratiquement, quelle sera la technique de cette opération difficile ?

— On peut par exemple transférer le capital des entreprises à dénationaliser à une institution financière indépendante qui sera chargée de gérer les participations industrielles et bancaires de l'Etat, pendant la

période transitoire qui conduira à la désétatisation. Il faut également abroger immédiatement les procédures de nomination des dirigeants de ces entreprises par décret en conseil des ministres et les faire désigner par le conseil d'administration de l'institution financière de gestion.

Il n'agira ensuite de diffuser les participations de l'Etat au capital des entreprises désétatisées. Nous avons prévu un plan de trois ans et des méthodes diverses qui peuvent être utilisées simultanément : offres publiques de vente sur le marché financier, diffusion d'actions à des conditions privilégiées parmi le personnel des entreprises, apport de paquets d'actions à des caisses de retraite complémentaires par capitalisation, conversion d'obligations indemnitaires en actions, cessions de filiales.

Nous avons beaucoup travaillé sur tous ces cas de figure possibles et nous avons pu nous rendre compte qu'il faudra du temps pour mener à bien une telle opération, en prenant garde de ne pas créer aux entreprises concernées les difficultés que le processus de nationalisation avait entraînées.

Il est en tout cas certain que la dénationalisation doit commencer par le secteur bancaire, parce que l'étatisation du crédit a été l'élément de base du système actuel, et les secteurs où l'Etat n'a manifestement rien à faire comme la publicité et la communication.

L'Europe de la liberté

— L'Europe est aussi un sujet d'inquiétude. Et là encore l'opinion publique ne paraît pas très bien s'y reconnaître entre les diverses positions. Et le R.P.R. a souvent été taxé de froideur dans ce domaine. Que proposez-vous pour sortir de l'impasse ?

— L'image est peut-être brouillée par la multiplicité des listes marginales, mais l'opinion s'y reconnaît certainement bien entre les positions des trois principales listes. L'opposition se bat pour l'Europe de la liberté tandis que les partis socialistes et communistes veulent injecter à l'Europe le venin de leurs idéologies.

Je suis persuadé que la relance de la construction européenne est vitale pour nos pays d'Europe occidentale. Dans un monde où la compétition sur tous les plans devient de plus en plus dure, aucun de nos pays ne peut compter sur ses seules ressources propres pour survivre en conservant son identité, son niveau de vie, ses chances de développement. C'est pourquoi je suis inquiet de voir qu'aucune politique nouvelle ne se met en place dans les domaines vrai-

ment vitaux comme l'énergie, que l'acquis communautaire lui-même est en question, à commencer par la politique agricole commune, que les égoïsmes nationaux prolongent indéfiniment la crise budgétaire, que le processus de décision communautaire est bloqué à tous les niveaux.

Obstacles à la relance

— L'élection du 17 juin vous paraît de nature à favoriser cette évolution ?

— Seule l'affirmation d'une volonté politique commune peut d'abord sauver la Communauté européenne de la dislocation qui la menace, ensuite préparer son avenir. Pour créer cette volonté politique, il faut susciter dans chaque Etat membre un courant d'opinion, une pression populaire qui poussera les gouvernements à agir. Nous comptons bien sur l'élection de l'Assemblée européenne pour créer ce

mouvement d'opinion. La liste d'union de l'opposition s'y emploiera avec tout le dynamisme que lui donne l'espoir de servir au mieux les intérêts de la France. Il y a un autre obstacle à la relance européenne. C'est la situation de notre pays. La France n'est pas actuellement en mesure de participer activement à la construction de l'Europe. Comment nos partenaires n'hésiteraient-ils pas à s'engager avec un pays esclave de son endettement extérieur et dont les dirigeants s'en prennent successivement à toutes les libertés sur lesquelles, précisément, l'Europe devrait se rassembler.

— Cette volonté politique peut-elle ignorer l'Espagne et le Portugal ?

— Soyons clairs. L'Espagne et le Portugal font à l'évidence partie de l'Europe libre, et j'estime que ces pays doivent être associés à l'Europe politique, industrielle ou sociale. S'agissant de la politique agricole commune, je pense que ce serait une erreur grave pour la France et pour l'Europe. Dans les circonstances actuelles, je suis donc contre l'élargissement de la C.E.E. »

Propos recueillis par
Bertrand LAGALLARDE